

Comprendre le BUDG€T de l'État





→ Député MoDem
de Maine-et-Loire

→ Circonscription
Angers – Segré-
en-Anjou-Bleu

→ Membre de la
Commission des
affaires
économiques

→ Membre de
l'Office
parlementaire
d'évaluation des
choix
scientifiques et
technologiques

→ Conseiller
municipal de la
ville d'Avrillé

Chaque année, d'octobre à décembre, l'Assemblée nationale concentre son travail sur les projets de lois de finances. C'est alors que **les députés débattent et votent les recettes et des dépenses du budget de l'État.**

Malgré leur aspect technique et austère, ces projets de **lois de finances concernent tous les Français** : ils déterminent les **impôts et les taxes qu'ils payent** et définissent les **moyens alloués aux politiques publiques de leur quotidien** (éducation, justice, emploi, solidarités, sécurité, environnement, etc.).

Attentif à ce que l'action publique soit transparente, accessible et compréhensible, j'ai souhaité expliquer les principaux concepts associés au budget de l'État :

- quelles sont les recettes de l'État, issues **des impôts et des taxes payées par les Français** ?
- quelles sont les principales **politiques publiques mises en œuvre par l'État** avec ces recettes ?
- à quoi correspondent **le déficit et la dette** publics, conséquences de recettes inférieures aux dépenses ?

Les chiffres présentés dans ce document sont issus des **données publiques** publiées par le Ministère des comptes publics.

Considérant le double objectif de pédagogie et de vulgarisation, et afin de ne pas égarer le lecteur, le document se concentre sur les **grands principes du budget de l'État**, sans s'attarder sur des notions complexes, nécessitant des connaissances en finance publique.

J'espère que ce document vous aidera à mieux comprendre comment l'Etat se procure de l'argent et comment il est utilisé. Je souhaite également que ce document soit un éclairage utile du **modèle de solidarité à la française où la richesse nationale permet une redistribution** par des politiques publiques financées au moyen des impôts et des taxes.

Bonne lecture !

D'où vient l'argent de l'État ?

307 Md€

de recettes perçues en 2020

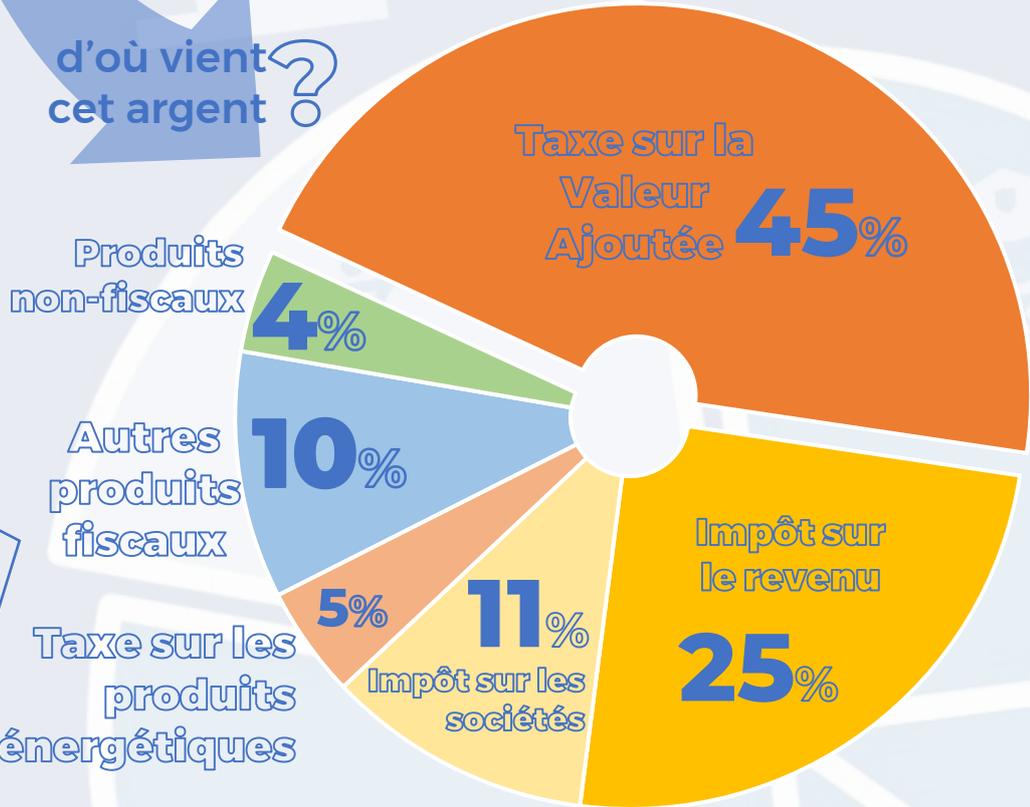
Avec les impôts et les taxes, l'État collecte de l'argent pour un montant qui s'élève chaque année à plus ou moins 300 milliards d'Euros. C'est la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) qui lui apporte le plus d'argent (près de la moitié du total). Arrivent ensuite les impôts sur le revenu et sur les sociétés.

Evolution des recettes depuis 2007 en milliards d'Euros

2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
295	287	234	272	272	291	313	298	293	303	307	300	287	307



d'où vient cet argent ?



L'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), remplacé en 2018 par l'impôt sur la fortune immobilière (IFI), représentait 1,5% des recettes de l'État.



La recette moyenne de l'ISF sur la période 2006-2017 était de 4,6 milliards d'Euros. Celle de l'IFI depuis 2017 s'élève à 1,7 milliards d'Euros, soit une contraction des recettes de moins de 1%.

Qui paye ces impôts et ces taxes ?

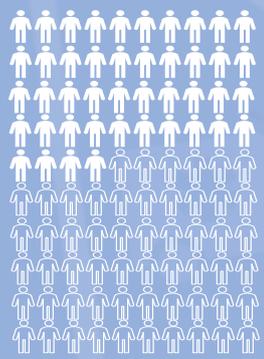
La **TVA**, créée en 1954, s'applique sur le prix de vente hors taxe de tous les biens et les services. Elle est donc **payée par tous les consommateurs**.

175 € de TVA en moyenne par Français et par mois

L'**impôt sur le revenu** est **payé par les ménages**. Il est calculé à partir des salaires et des autres revenus. Il est progressif : son barème comporte plusieurs tranches dont le taux d'imposition varie de 0 à 45 %.

500 € en moyenne par ménage imposable et par mois

44% des ménages sont imposables



TVA normale **20%**

TVA intermédiaire **10%**

TVA réduite **5,5%**

TVA super réduite **2,1%**

L'**impôt sur les sociétés** est **payé par les entreprises**. Il est calculé à partir du montant de leurs bénéfices.

1/2 une entreprise sur deux déclare des bénéfices et paye l'impôt sur les sociétés

30 000 € en moyenne par entreprise imposable et par an

Que fait l'État avec cet argent ?

405 Md€

de dépenses en 2020

Avec l'argent des impôts et des taxes, l'État finance l'éducation, la défense, la justice, la recherche, la sécurité, etc. Il contribue aussi au financement de l'Union européenne et des collectivités territoriales. Le montant total des dépenses annuelles s'élève à plus ou moins 400 milliards d'Euros.

Evolution des dépenses depuis 2007 en milliards d'Euros

2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
338	337	348	363	423	359	365	375	379	365	381	386	394	405



comment est utilisé cet argent ?



Transferts vers l'Union Européenne

5%

Transferts vers les collectivités territoriales

10%

Politiques publiques de l'État

85%



L'Etat verse une contribution à l'Union Européenne pour le financement de ses politiques (politique agricole commune, Erasmus+, développement régional, etc.). La mise en œuvre de ces politiques bénéficient, en retour, à la France.

L'État verse aux collectivités territoriales des aides financières dans le cadre de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF). Il existe d'autres aides financières que l'Etat attribue aux collectivités territoriales (DETR, DSIL, etc.).

Les principales politiques publiques (enseignement scolaire, défense, charge de la dette, recherche et enseignement supérieur, solidarités, sécurités, cohésion des territoires, travail et emploi, écologie, justice, retraites, agriculture, culture, pouvoirs publics) sont présentées pages 7 à 11.

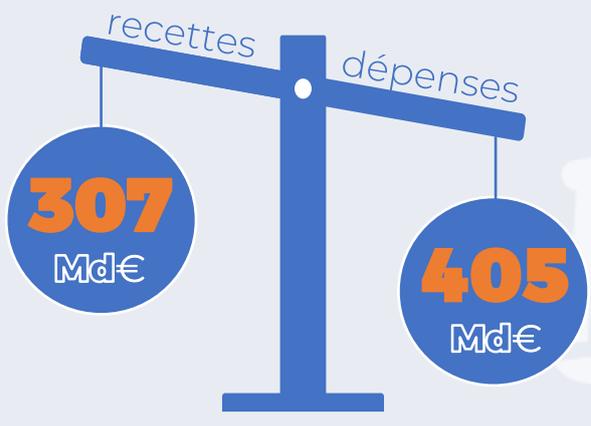
Les différentes dépenses publiques

Les **dépenses de l'État**, présentées dans ce document, ne sont pas les seules dépenses publiques. Il existe deux autres : la **Sécurité sociale** (cf. page 6 pour plus de détails) et les **dépenses des collectivités territoriales**.

Les dépenses de la Sécurité sociale sont principalement financées par les cotisations sociales sur les salaires, par la CSG et par l'emprunt. Les dépenses des collectivités territoriales (communes, intercommunalités, départements et régions) sont principalement financées par les taxes locales, les dotations de l'État et l'emprunt.

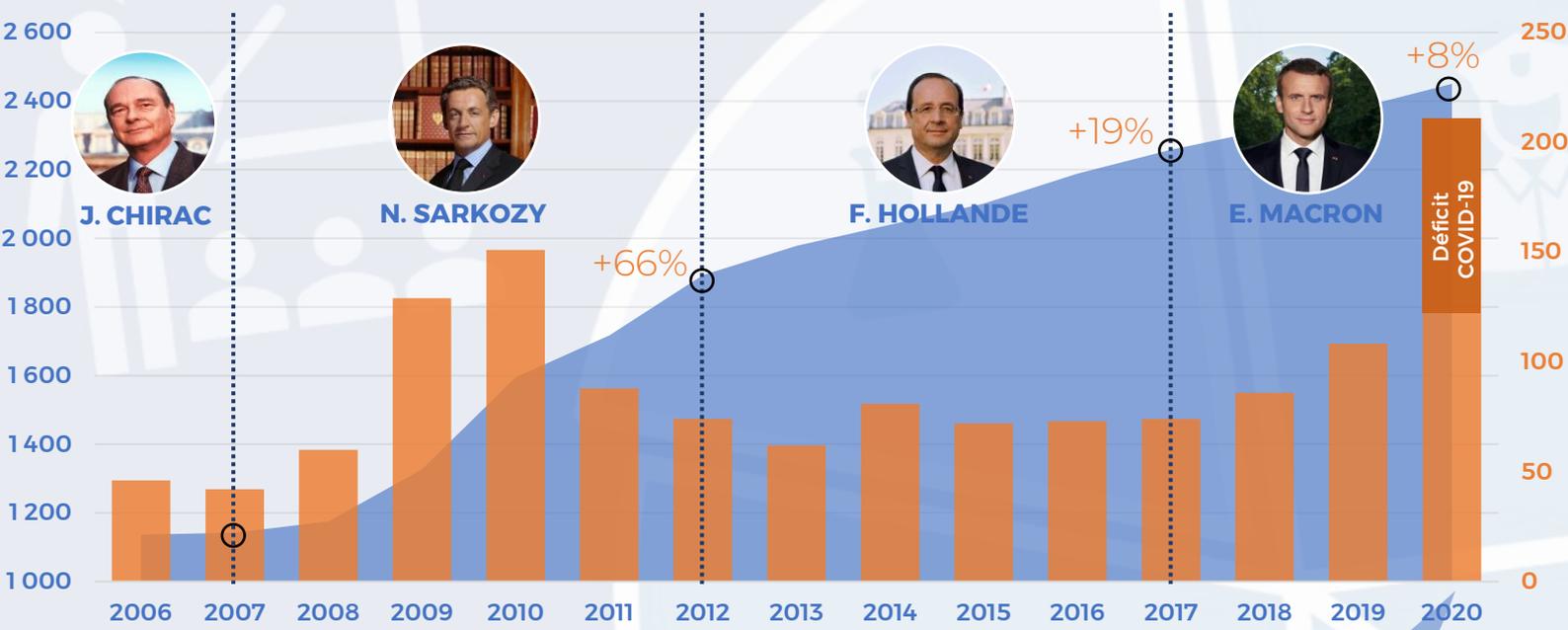


Du déficit à la dette

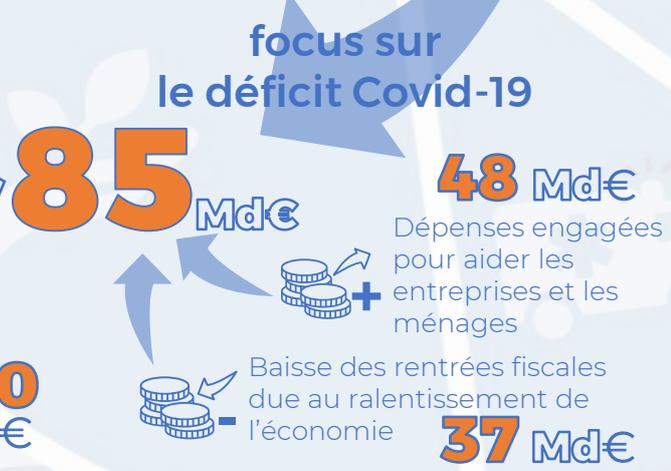


En 2020, quand l'État reçoit 307 milliards d'Euros, il en dépense 405 milliards. Ce déficit contribue à la dette publique qui est l'addition des déficits annuels accumulés par l'État, la Sécurité sociale et les collectivités territoriales. Depuis 1974, l'État est le principal contributeur à la dette publique (80% de son montant total). Les collectivités territoriales et la Sécurité sociale, dont les budgets équilibrent mieux recettes et dépenses (en partie grâce aux transferts que l'État réalise en leur faveur) se partagent les 20% restants.

Evolution du déficit public (barres oranges) et de la dette publique (courbe bleue) depuis 2006 (en milliards d'Euros)



Pour faire face à la pandémie mondiale, l'État a fait le choix de protéger la santé des Français en prenant des mesures fortes de confinements et de couvre-feu. Pour en limiter l'impact économique, l'État a massivement accompagné les entreprises (chômage partiel, prêts garantis, fonds de solidarité pour compenser les pertes de chiffre d'affaires, etc.). Les conséquences économiques et sociales de la Covid-19 ont ainsi été contenues, et la croissance est de retour en 2021.



Pour soutenir l'économie en sortie de crise, l'État a également mis en place un plan de relance avec 3 priorités : l'écologie, la compétitivité et la cohésion.

Est-il normal qu'un pays s'endette ?

Si il est normal, et utile, que l'État s'endette pour financer des investissements d'avenir ou pour atténuer les effets d'une crise, la République est structurellement déficitaire : elle dépense en fonctionnement normal plus qu'elle ne perçoit. Cette situation, dangereuse, a amené le Gouvernement, depuis 2017, à engager d'importantes réformes pour réduire le déficit public.

De dette publique par français en 2020

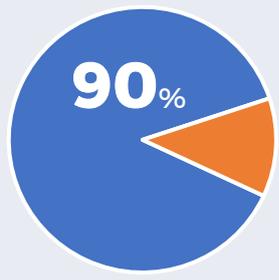
35 000 €

Les politiques financées par l'État

Avec l'argent qu'il collecte, l'État finance la mise en œuvre de politiques publiques qui sont **au cœur de la vie quotidienne des Français**. Sur la trentaine de politiques que l'État finance, quatorze représentent près de 90% des montants dépensés.

les 14 principales politiques financées par l'État

Ces 14 politiques représentent 90% des dépenses de l'État



Enseignement scolaire **22%**



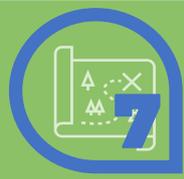
Défense **13%**



Charge de la dette(*) **12%**



Solidarités **7%**



Cohésion des territoires **5%**



Travail et emploi **4%**



Recherche et enseignement supérieur **8%**



Sécurités **6%**



Écologie **3%**



Retraites **2%**



Culture **1%**



Agriculture **1%**



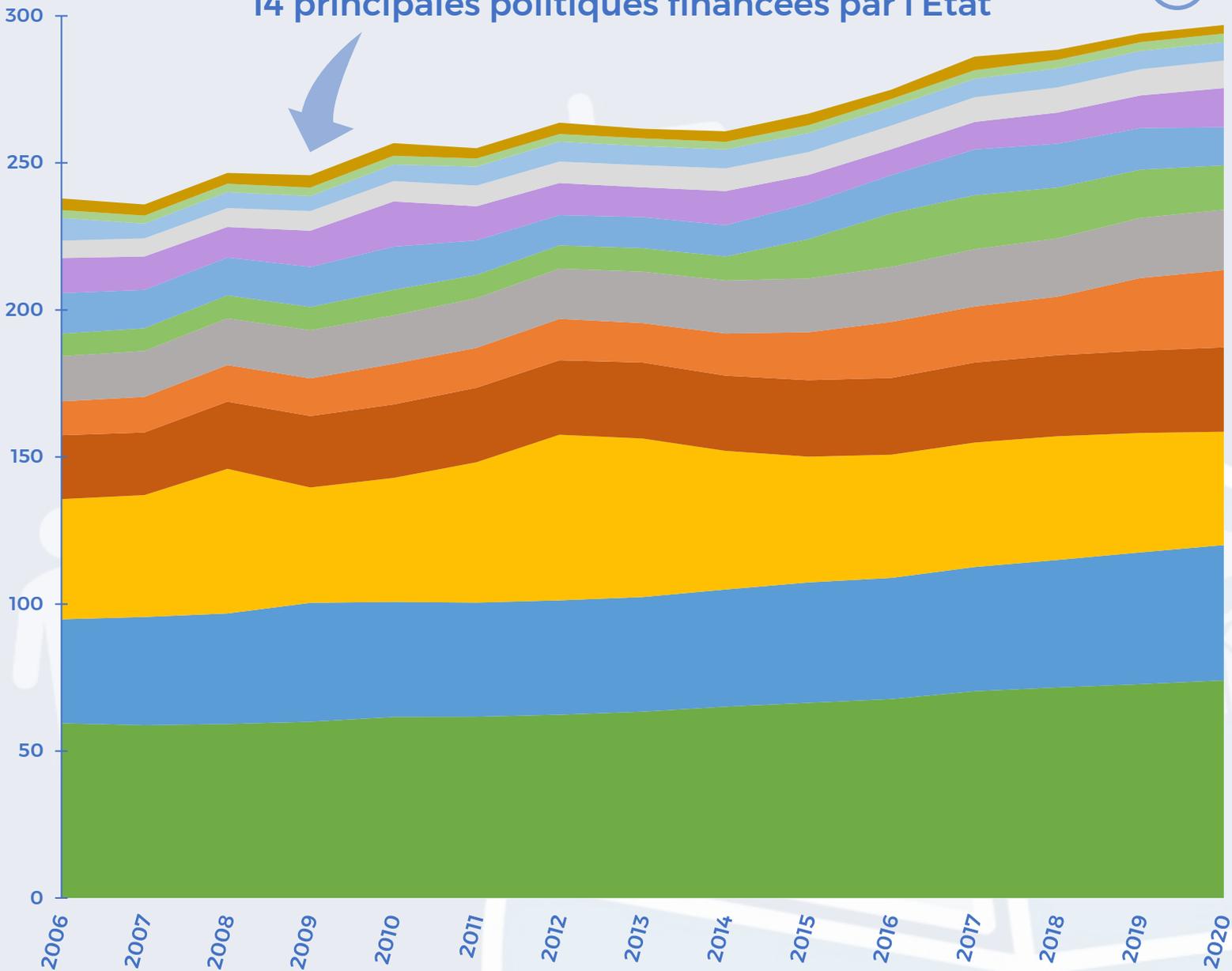
Justice **3%**

0,3%

(*) financement des emprunts contractés pour rembourser les déficits publics, ce n'est donc pas une politique publique comme les autres

Évolution comparative et interannuelle des 14 principales politiques financées par l'État

6



La politique de santé prise en charge par la Sécurité sociale

La politique de santé ne figure pas parmi les 14 principales politiques de l'État !? La santé n'est en effet pas intégrée au budget de l'État, mais aux dépenses du régime général de la **Sécurité sociale** dont les dépenses sont distribuées en 5 branches :

- famille (allocations familiales) ;
- maladie (permettant à chacun de se soigner en fonction de ses besoins, dans les hôpitaux ou chez les médecins) ;
- accident du travail et maladies professionnelles ;
- retraite (versement des pensions aux retraités du régime général pour 130 Md€ annuels) ;
- autonomie (créée en 2021 pour les personnes âgées et les personnes handicapées).

470 Md€
de prestations versées en **2019**(*)



290 € en moyenne par assuré et par mois (branche maladie)

(*) l'année 2020 n'est pas représentative en raison des importantes dépenses de santé associées à la Covid-19



Enseignement scolaire

74 Md€
budget 2020

92 € par Français
et par mois



Les dépenses d'enseignement scolaire financent le système éducatif public et privé du 1^{er} et du 2nd degré, ainsi que l'enseignement technique agricole. Un million de personnes assure cette mission. Il s'agit du premier poste de dépenses de l'État, celui-ci prenant quasi intégralement en charge la scolarité obligatoire, pour un coût annuel moyen de 8 700 Euros par élève. L'éducation, priorité du Gouvernement, a connu une augmentation significative de son budget depuis 2017, permettant par exemple l'abaissement de l'instruction obligatoire à 3 ans et le dédoublement des classes en secteur prioritaire.



Défense

46 Md€
budget 2020

55 € par Français
et par mois



La politique de défense finance les trois armées (air, terre, mer). En réponse à l'évolution du contexte international (menace terroriste, tensions géopolitiques, opérations extérieures), le choix est fait par la France de pouvoir défendre le territoire national et se projeter en opération extérieure de manière autonome. Le budget est ainsi en augmentation, permettant l'emploi d'environ 270 000 militaires et de leurs équipements.



Charge de la dette

38 Md€
budget 2020

50 € par Français
et par mois



Bien qu'elle ne soit pas une politique publique, la charge de la dette est la 3^{ème} dépense de l'État ; nécessaire au remboursement des emprunts contractés pour compenser les déficits publics. La charge de la dette a diminué ces dernières années sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt (baisse qui permet à l'État d'emprunter facilement, mais qui ne l'incite pas à réduire son déficit). Les taux bas et le fort niveau d'endettement exposent la France à une situation de vulnérabilité si les taux remontaient. Le remboursement se ferait au détriment d'autres dépenses.



Recherche et enseignement supérieur

29 Md€
budget 2020

35 € par Français
et par mois



La politique d'enseignement supérieur finance les formations supérieures, la recherche universitaire publique, la vie étudiante, ainsi que des programmes de recherche (militaire, spatiale, santé, agricole, etc.). En moyenne, un étudiant qui s'engage dans un cursus universitaire n'aura à déboursier annuellement pour s'inscrire à l'Université que 250 Euros, quand l'État financera sa formation à hauteur de 10 000 Euros, notamment utilisés pour rémunérer les 125 000 personnels de l'éducation supérieure.



Solidarités

26 Md€
budget 2020

31 € par Français
et par mois



La politique de solidarité s'appuie sur trois volets : (1) l'inclusion sociale et la protection des personnes qui financent notamment la contribution de l'État au RSA, l'aide alimentaire et la prime d'activité ; (2) le handicap et la dépendance qui finance principalement l'allocation adulte handicapé (900 Euros par personne à taux plein) et les établissements ou services d'aide par le travail ; (3) le programme égalité entre les femmes et les hommes qui vise à financer les politiques en faveur de l'égalité des sexes.



Sécurité

20 Md€
budget 2020

25 € par Français
et par mois



La politique liée à la sécurité finance les forces de sécurité intérieure que sont notamment la police nationale, la gendarmerie nationale et les pompiers. Elle permet également le renforcement de la sécurité et de l'éducation routières. Les objectifs de cette politique sont d'assurer au quotidien la protection et le secours de tous les Français, de répondre sans délai aux situations de crise, de garantir la paix civile et de défendre les institutions. Cette politique mobilise 150 000 fonctionnaires et des dizaines de milliers de volontaires.



Cohésion des territoires

15 Md€
budget 2020

21 € par Français
et par mois



La cohésion des territoires permet notamment le financement des politiques de la ville, de l'aide à l'accès au logement, de l'hébergement des personnes vulnérables, de l'amélioration de l'habitat.



Travail et emploi

13 Md€
budget 2020

18 € par Français
et par mois



La politique en faveur du travail et de l'emploi finance les politiques d'accès et de retour à l'emploi (chômeurs de longue durée, publics rencontrant des difficultés spécifiques), l'accompagnement des mutations économiques (compte personnel de formation, emplois francs, etc.) et l'amélioration de la qualité de l'emploi et des relations au travail.



9 Ecologie

13 Md€
budget 2020

14 € par Français
et par mois



La politique écologique vise à répondre à plusieurs enjeux : lutte contre la dérive climatique, préservation de la biodiversité, gestion des ressources en eau, aide aux ménages en situation de précarité énergétique, prévention des risques naturels, amélioration des réseaux de transports terrestres et maritimes, etc. Le montant des crédits accordés à l'écologie ne reflète pas l'ensemble de l'argent dépensé dans le domaine : la politique écologique concerne plusieurs ministères qui allouent des moyens financiers dans les limites de leurs domaines d'interventions.



10 Justice

9 Md€
budget 2020

11 € par Français
et par mois



L'argent dépensé en faveur de la justice permet l'emploi des 85 000 fonctionnaires de l'appareil judiciaire et carcéral français. La France étant un des pays développés qui financent le moins bien sa justice, le Gouvernement a augmenté le budget de 30% entre 2017 et 2022.



11 Retraites

6 Md€
budget 2020

8 € par Français
et par mois



Ces dépenses ne représentent que l'argent dépensé par l'État pour équilibrer certains régimes spéciaux déficitaires (RATP, SNCF...). La réforme des retraites portée en 2019 par le Gouvernement visait notamment à supprimer cette dépense, qui pèse sur tous les français. Le régime général des retraites est géré par la Sécurité Sociale et non par l'État ; il représente 130 Md d'Euros annuels versés aux 14 millions de pensionnaires (cf. page 6).



12 Culture

3 Md€
budget 2020

4 € par Français
et par mois



Les crédits alloués à la culture permettent le financement de l'audiovisuel public et d'une offre culturelle riche et diversifiée, accessible à tous, sur tous les territoires. 10 000 agents et des milliers d'artistes que l'État soutient chaque année permettent à la France de conserver une offre culturelle d'une grande qualité.

13 Agriculture

3 Md€
budget 2020

4 € par Français
et par mois



La politique agricole vise à l'amélioration de la sécurité sanitaire et la qualité de l'alimentation, au renforcement de la compétitivité et de la durabilité des filières agricoles. Cette politique répond aux défis de la filière agricole avec, notamment, la création d'outils de modernisation, l'indemnisation contre les fléaux climatiques ou la lutte contre les maladies. L'ensemble des crédits dédiés à l'agriculture ne se limite pas à ces moyens financiers : la Politique Agricole Commune (PAC) représente 9 Md€ de crédits européens supplémentaires destinés aux agriculteurs Français.

14 Pouvoirs publics

1 Md€
budget 2020

1,3 € par Français
et par mois



Derrière l'expression « Pouvoirs publics », se trouve le financement de la Présidence de la République, de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil Constitutionnel. La Présidence de la République (personnels, déplacements, fonctionnement, etc.) coûte environ 100 millions d'Euros par an aux Français, soit 13 centimes d'Euros par Français et par mois.



Combien coûtent les députés ?

Le budget de l'Assemblée nationale s'élève, en 2020, à 568 millions d'Euros (soit 0,1 % des dépenses de l'État). Un peu plus de la moitié de ce budget correspond aux charges des députés (indemnités de fonction, salaires des collaborateurs, frais de fonctionnement). Avec un coût de moins d'un Euro pour financer l'ensemble des 577 députés, les dépenses nécessaires au fonctionnement de la démocratie parlementaire restent donc très marginales par rapport aux autres dépenses de l'Etat.

0,7 € par Français
et par mois





www.philippe-bolo.fr
philippe.bolo@assemblee-nationale.fr
02 41 25 78 00



Source des données utilisées : www.budget.gouv.fr
(les données utilisées sont celles des budgets prévisionnels)



Décembre 2021